



CURRICULUM VITAE

Mathias FORTEAU

Né le 27 juin 1974 à Chartres (France)

Marié, trois enfants

Professeur de droit public à l'Université Paris Nanterre
Membre de la Commission du droit international des Nations Unies

Bureau : Université Paris Nanterre, UFR Droit CEDIN, Bureau 355
200, av. de la République, 92 001 Nanterre Cedex, FRANCE
Tél. : 0 (+ 33) 1 40 97 77 22 ; Fax : 0 (+ 33) 1 40 97 47 10
Courriel : mforteau@parisnanterre.fr ; cedin@parisnanterre.fr

* Membre de la **Commission du droit international des Nations Unies** (2012-2016 ; 2021-2027).

* Membre (et ancien Secrétaire général de 2008 à 2012) de la *Société française pour le droit international* ([SFDI](#)) ; Membre de la branche française de l'*International Law Association* ([ILA](#)) ; Membre du *Centre de droit international de Nanterre* ([CEDIN](#))

* Chevalier de l'Ordre national du Mérite (décret du 15 novembre 2018)

FORMATION ET CARRIERE UNIVERSITAIRES

2008 -	Professeur de droit public à l'université Paris Nanterre
2015-2018	Adjunct Professor à la New York University (NYU) School of Law
2004-2008	Professeur de droit public à l'université Lille II
2004	Agrégé de droit public
2003-2004	Maître de conférences en droit public à l'université Paris X-Nanterre
2002	Docteur en droit public (université Paris X-Nanterre) (intitulé de la thèse : <i>Recherche sur les relations entre le droit de la Charte des Nations Unies et le droit de la responsabilité de l'Etat pour fait internationalement illicite</i>)
1997-2002	Allocataire-Moniteur puis ATER à l'université Paris X-Nanterre

1996-1997

DEA de droit des relations économiques, internationales et communautaires,
université Paris X-Nanterre (major de la promotion)

RESPONSABILITES EDITORIALES

Co-directeur de l'*Annuaire français de droit international* de 2015 à 2022

Membre :

- de l'*Advisory Board* du *Maritime Safety and Security Law Journal* (depuis 2023)
- du Conseil scientifique de l'*Annuaire du droit de la mer* (depuis 2020)
- du *Peer Review Board* du *Spanish Yearbook of International Law* (depuis 2014)
- du comité de lecture du *Brazilian Yearbook of International Law* (depuis 2013)
- du Comité de rédaction (*Editorial Board*) de *The Law and Practice of International Courts and Tribunals* (depuis 2012)
- du Comité de rédaction de l'*Annuaire français de droit international* (depuis 2012)
- du Secrétariat de rédaction de l'*Annuaire français de droit international* (de 2006 à 2014)
- du Conseil scientifique de la *Revue belge de droit international* (2005)

Evaluations de propositions d'articles pour le *Journal of International Dispute Settlement* (2017)

Evaluation de propositions de publications d'ouvrages (en anglais) aux éditions Cambridge University Press (2010)

Co-directeur (avec J.-M. Thouvenin et Ph. Vincent) de la collection Droit international des éditions Larcier (de 2010 à 2017)

RESPONSABILITES A LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL DES NATIONS UNIES (2012-2016 ; 2021-)

Rapporteur général de la Commission (2013)

Président du Comité de rédaction (2015)

Auteur du projet d'étude sur « Les accords internationaux juridiquement non-contraignants » (2022)

Membre du comité de rédaction sur les sujets suivants :

- *L'expulsion des étrangers*
- *La protection des personnes en cas de catastrophe*
- *Les accords et la pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités*
- *L'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'Etat*
- *La détermination du droit international coutumier*
- *La protection de l'atmosphère*
- *Les crimes contre l'humanité*
- *La protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés*
- *L'application provisoire des traités*
- *La détermination et les conséquences juridiques des normes impératives du droit international général (jus cogens)*
- *Les principes généraux du droit*

Membre du Groupe d'étude sur les traités dans le temps (2012)

Membre (et président par intérim) du Groupe d'étude sur la clause de la nation la plus favorisée (2012-2015)

Membre du Groupe de travail à composition non limitée sur l'obligation d'extrader ou de poursuivre (*aut dedere aut judicare*) (2013-2014)

Membre du Groupe d'étude sur l'élévation du niveau de la mer en relation avec le droit international (2021-)

Membre du Groupe de planification et du Groupe de travail sur le travail à long-terme de la Commission (2012-2016 ; 2021-)

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

2022	Expertise du projet d'ouvrage <i>United Nations Security Council Conflict Management Handbook</i> préparé par la Anwar Gargash Diplomatic Academy
2020	Membre du jury 2020 du ESIL Book Prize (Prix de l' <i>European Society of International Law</i> du meilleur ouvrage de l'année 2020)
Depuis 2019	Directeur du Master <i>Théorie et pratique du droit international et européen</i> de l'Université Paris Nanterre
Depuis 2018	Membre du Conseil scientifique de l'Institut économique du droit de la mer (INDEMER)
2018-2019	Co-directeur du Diplôme Universitaire (DU) <i>Espaces maritimes et mondialisation</i> (Université Paris Ouest)
Depuis 2015	Membre de l' <i>International Committee on Rule of Law and International Investment Law</i> de l' <i>International Law Association (ILA)</i>
2018	Membre du jury du prix de thèse de la branche française de l' <i>International Law Association</i>
2015-2018	Membre de l' <i>International Advisory Panel</i> consulté sur la rédaction du <i>Restatement of the Law Fourth. The Foreign Relations Law of the United States</i> (publié en 2018 par l' <i>American Law Institute</i>)
2014-2018	Membre du collège académique de l'Association française pour les Nations Unies (AFNU)
2014	Membre du jury du Prix Suzanne Bastid décerné par la Société française pour le droit international (meilleure thèse francophone de droit international)
Depuis 2011	Responsable du blog de « Contentieux international public » dans le cadre du master bilingue des droits de l'Europe
2010 -2016	Co-responsable du parcours de master 1 <i>Analyse comparée du droit</i> (Université Paris Ouest, Nanterre-La Défense/Ecole normale supérieure)
2009-	Participation à des comités de sélection en France, à l'Université libre de Bruxelles en Belgique, à l'IHEID de Genève Membre du comité consultatif de discipline de l'Université Paris Nanterre Expert auprès de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES)
2008-2012	Secrétaire général de la <i>Société française pour le droit international (SFDI)</i>
2008	« Co-proponent » de l' <i>Interest Group on Peace and Security</i> de l' <i>European Society of International Law</i>
2007-2008	Directeur du Master recherche « Droit de la responsabilité internationale » de l'université Lille II

2007-2008	Membre suppléant (extérieur) de la Commission de spécialistes de droit public de l'université Paris X-Nanterre
2005-2008	Membre suppléant de la Commission de spécialistes de droit public de l'université Lille II

ENSEIGNEMENTS

Depuis 2008	Professeur à l'Université Paris Nanterre (cours de droit international général, de droit de la responsabilité internationale, de droit des organisations internationales, de droit du contentieux international, de droit des investissements étrangers, de droit international des espaces, de droit international et européen devant le juge interne, de droit européen)
2 mars 2020	Conférence d'ouverture au Programme de bourses de perfectionnement en droit international des Nations Unies (Afrique – en ligne), « Le règlement pacifique des différends internationaux »
4-5 July 2018	Cours de Droit de la responsabilité de l'Etat (9 heures) dans le cadre du Programme de bourses de perfectionnement en droit international des Nations Unies (La Haye)
2016-2018	Adjunct Professor à la NYU School of Law (New York), séminaire de 42 heures par an, au semestre de printemps, sur <i>Litigation before the International Court of Justice</i>
Juin 2016	Cours d'Introduction au droit international et cours sur Les travaux de la Commission du droit international (15 heures) dans le cadre du Programme de bourses de perfectionnement en droit international des Nations Unies (La Haye)
2016	Cours (sous la forme de quatre vidéos de 150 minutes au total) de « Droit de la responsabilité internationale » pour la Médiathèque de droit international des Nations Unies (https://legal.un.org/avl/ls/Forteau_S.html)
2004-2008	Professeur à l'Université Lille II
2006-2010	Enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris (« Sciences Po. Paris ») :
2004-2007	Professeur à l'Institut d'études politiques de Lille
Juillet 2008	Université de Belo Horizonte (Brésil), <i>International Law Winter Courses</i> de l'université fédérale de Minas Gerais, Belo Horizonte (Brésil), 14-19 juillet 2008 : « La contribution des tribunaux arbitraux transnationaux au développement du droit international général »
2004-2005	Union européenne, Bruxelles : conférences d' <i>Introduction au droit</i> dispensées aux fonctionnaires du Secrétariat général du Conseil de l'UE exerçant la fonction de linguiste
2003-2004	Maître de conférences à l'Université Paris X-Nanterre
1997-2003	Allocataire-moniteur puis ATER à l'Université Paris X-Nanterre

ACTIVITES DE JURISCONSULTE

- Conseil et avocat d'Etats devant la **Cour internationale de Justice** :

* Avocat-conseil de la **France** dans l'affaire de la *Demande concernant la restitution de biens confisqués dans le cadre de procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)* (2022-)

* Avocat-conseil de **Belize** dans l'affaire de la *Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)* (2019-)

* Avocat-conseil de la **Bolivie** dans l'affaire du *Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)* (2016-2022)

* Avocat-conseil de la **République démocratique du Congo** dans l'affaire des *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)* (2019-2022)

* Avocat-conseil des **Emirats arabes unis** dans l'affaire de l'*Application de la convention*

internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. Emirats arabes unis) (2020-2021)

* Conseil de la **France** dans l'affaire des *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965* (demande d'avis consultatif) (2017-2019)

* Avocat-conseil de la **Russie** dans l'affaire de l'*Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)* (2017-2021)

* Avocat-conseil de la **France** dans l'affaire des *Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)* (2016-2020)

* Avocat-Conseil du **Kenya** dans l'affaire de la *Délimitation maritime dans l'Océan indien (Somalie c. Kenya)* (2015-2019)

* Avocat-Conseil de la **Bolivie** dans l'affaire de l'*Obligation de négocier un accès à l'Océan pacifique (Bolivie c. Chili)* (2013-2018)

* Avocat-Conseil du **Burkina Faso** dans l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Niger)* (2010-2013)

* Avocat-Conseil de la **France** dans l'affaire de la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo* (2008-2010)

* Avocat-Conseil de la République de **Guinée** dans l'affaire *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)* (2006-2011)

* Avocat-Conseil de la République du **Bénin** dans l'affaire du *Différend frontalier (Bénin/Niger)* (2002-2005)

* Conseil de la République d'**Iran** dans l'affaire des *Plates-formes pétrolières (Iran c. Etats-Unis)* (2002-2003)

* Conseil de la République d'**Indonésie** dans l'*Affaire relative à la souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/ Malaisie)* (1998-2002)

- Conseil et avocat d'Etats devant le **Tribunal international du droit de la mer**

* Avocat-conseil de la **France** dans l'affaire de la *Demande d'avis consultatif soumise par la Commission des petits Etats insulaires sur le changement climatique et le droit international* (affaire n° 31) (2023-)

* Avocat-conseil de l'**Union du Myanmar** dans l'affaire du *Différend concernant la frontière maritime entre le Bangladesh et le Myanmar dans le Golfe du Bengale* (affaire n° 16) (2010-2012)

- Conseil et avocat d'Etats dans le cadre d'**arbitrages internationaux** :

* Conseil et avocat du **Tchad** dans un arbitrage conduit dans le cadre du Règlement d'arbitrage pour les marchés financés par le Fonds européen de développement (2009-2011)

* Conseil et avocat de la **France** dans l'arbitrage *Eurotunnel c. France et Royaume-Uni* (Cour permanente d'arbitrage) (2006-2010)

- Expert/consultant de l'**Organisation mondiale de la santé animale** dans le cadre des négociations du traité de l'OMS sur les pandémies (2023-)

- Expert consultant de l'**OCDE** sur le projet de convention multilatérale sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (Projet » BEPS », OCDE/G20) (2013-2017)

- Coordonnateur des observations écrites présentées par un **groupe d'experts universitaires** au titre de la tierce intervention dans l'affaire *Perinçek c. Suisse (Cour européenne des droits de l'homme, Grande Chambre, n° 27510/08, arrêt du 15 octobre 2015)* (2014-2015)

- Membre de la **délégation française** ayant participé au *French-American Defense Symposium on Cyber Security* (Washington, 2-3 octobre 2013)

- (2013) Participation aux débats organisés avec les universitaires par le ministère de la défense (direction des affaires juridiques et état-major des armées)
- Expert/consultant de plusieurs gouvernements et entités internationales, en particulier de la **Corée du sud** (consultations sur le différend territorial avec le Japon sur les îles Dokdo (depuis 2013), de **Gibraltar** dans l'affaire *Government of Gibraltar v. Commission of the European Communities* (Tribunal de première instance de l'Union européenne, affaire T-176/09) (2009-2011) ; du Ministère de la Justice du **Royaume-Uni** dans cadre d'un appel devant la Cour suprême britannique (2011) ; des **Emirats arabes unis** dans le cadre d'une procédure juridictionnelle interne aux Seychelles (2011) ; de la **Gambie** dans un arbitrage CIRDI (2011) ; de la **Kuwait Airways Corporation** devant la Haute Cour de Justice (section commerciale) britannique (2011-2012)
- (1997-1998) Assistant d'Alain Pellet dans le cadre d'une consultation juridique demandée par l'**UNESCO**, portant sur la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO le 7 novembre 1997
- (été 1996) Stagiaire rémunéré à l'**Institut international de planification de l'éducation** (rédaction d'un mémoire sur la jurisprudence du Tribunal administratif de la SDN ; rédaction en anglais du projet de statuts d'une organisation internationale créée par l'Institut au Zimbabwe ; rédaction de notes en anglais pour le service du contentieux interne de l'Institut)

ACTIVITES DE RECHERCHE ET PUBLICATIONS

OUVRAGES

1. (à paraître) P. Bodeau-Livinec, M. Forteau (dir.), *Droit international des immunités*, Pedone, Paris
2. M. Forteau, A. Miron, A. Pellet, *Droit international public (Nguyen Quoc Dinh†)*, LGDJ-Lextenso, Paris, 9^{ème} éd., 2022, 2048 p. (disponible aussi en version ebook à <https://www.lgdj.fr/droit-international-public-9782275113715.html>)
3. M. Forteau, F. Latty (dir.), *Communication médiatique de l'Etat et droit international*, Pedone, Paris, 2022, 252 p.
4. M. Forteau, J.-M. Thouvenin (dir.), *Traité de droit international de la mer*, Pedone, Paris, 2017, 1321 p.
5. (avec H. Ascensio, P. Bodeau-Livinec, F. Latty, J.-M. Sorel et M. Udéba-Saillard (dir.)), *Dictionnaire des idées reçues en droit international (en clin d'œil amical à Alain Pellet)*, Pedone, Paris, 2017, 606 p.
6. P. Daillier, M. Forteau, A. Pellet, *Droit international public (Nguyen Quoc Dinh†)*, LGDJ, Paris, 8^{ème} édition, 2009, 1709 p.
7. M. Forteau, *Antoine Rougier. La théorie de l'intervention d'humanité*, Dalloz, Collection « Tiré à part », Paris, 2014
8. M. Forteau, M. Ubéda-Saillard (dir.) SFDI, *Actualités des réserves aux traités*, Pedone, Paris, 2014, 190 p.
9. M. Forteau (directeur scientifique) *La fragmentation du droit applicable aux relations internationales. Regards croisés d'internationalistes privatistes et publicistes* (J.-S. Bergé, M. Forteau, M.-L. Niboyet, J.-M. Thouvenin coord.), Pedone, Paris, 2011, 208 p.
10. M. Forteau, *Droit de la sécurité collective et droit de la responsabilité internationale de l'Etat*, Pedone, Paris, 2006, XIII+699 p. (Prix Suzanne Bastid de la Société française pour le droit international)
11. J.-P. Cot, A. Pellet, M. Forteau (dir.), *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, 3^{ème} édition, Economica, Paris, 2005, 2 volumes, XX+2363 p.

ARTICLES ET CONTRIBUTIONS

1. « La diffusion des traditions juridiques nationales dans les travaux de la Commission du droit international », colloque du 29 septembre 2022 *Droit et diplomatie. A l'occasion des 300 ans de la fonction de juriconsulte du ministère des Affaires étrangères de la France*
2. « Le droit applicable devant les juridictions internationales », cours à l'Académie de droit international de La Haye (cours délivré en janvier 2020 ; à paraître en 2023 au *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*)
3. « Litigating State Responsibility », in P. Galvao Teles e.a. (dir.), *Commentary on the Articles on Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts* (Oxford University Press, à paraître)
4. « Introduction » (10 p.) et « Les exceptions tenant à la nature de l'infraction poursuivie : immunités pénales et crimes internationaux » (25 p.) in P. Bodeau-Livinec, M. Forteau (dir.), *Droit international des immunités* (à paraître en 2023)
5. « Procédure sommaire de rejet : quelle place dans le – ou en-dehors du – Statut ? », in Cedin, *La Cour internationale de Justice à 75 ans*, colloque des 19-20 novembre 2021 (à paraître en 2023)
6. « Commentary of Article 52 » (avec O. Corten), in O. Corten, P. Klein (dir.), *The Vienna Conventions on the Law of Treaties. Commentary Article by Article* (nouvelle édition à paraître)
7. « Le rôle des archives dans la délimitation des frontières terrestres et maritimes », in P. Bodeau-Livinec e.a. (dir.), *Archives et droit international*, Journée d'étude, Nanterre, 17 décembre 2018 (à paraître en 2023)
8. « Le droit de l'Etat de communiquer dans le domaine des relations extérieures : quelles limites ? », in M. Forteau, F. Latty (dir.), *Communication médiatique de l'Etat et droit international*, Pedone, Paris, 2022, pp. 23-44
9. Préface de l'ouvrage d'A. Beaudouin, *Droit international des villes*, Mare & Martin, Paris, 2021, 256 p., pp. 17-19
10. « The Annuaire Français de Droit International (AFDI) », in Symposium, « Yearbooks of International Law : History, Function and Future », *Netherlands Yearbook of International Law*, 2019, p. 137-148
11. « Les cessions, concessions et baux relatifs aux territoires insulaires », in SFDI, *Iles et droit international*, Pedone, Paris, 2020, pp. 69-81
12. « Conclusions générales », in T. Garcia, L. Chan-Tung (dir.), *La Convention de Vienne sur le droit des traités : bilan et perspectives 50 ans après son adoption*, Pedone, Paris, 2019, pp. 191-202
13. « General Principles of International Procedural Law », in *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law* (Janvier 2018, publié en ligne en septembre 2019)
14. « Using Military Force and Engaging in Collective Security. The Case of France », in C. Bradley (ed.), *The Oxford Handbook of Comparative Foreign Relations Law*, Oxford University Press, 2019, pp. 811-827
15. (avec V. Gowlland-Debbas) « Article 7 of the UN Charter » in A. Zimmerman and others (dir.), *The Statute of the International Court of Justice: A Commentary*, 3^e édition, Oxford UP, 2019, pp. 135-165
16. « The Legal Nature and Content of Due Regard Obligations in Recent International Case Law », *The International Journal of Marine and Coastal Law* (2019), pp. 25-42
17. « Les seuils de gravité d'une cyberattaque », in M. Grange, A.-T. Norodom (dir.), *Cyberattaques et droit international. Problèmes choisis*, 2018, pp. 23-44
18. Préface de l'ouvrage de R. Leboeuf, *Le traité de paix. Contribution à l'étude juridique du règlement conventionnel des différends internationaux*, Pedone, Paris, 2018, pp. 3-6

19. “Immunities and International Crimes before the ILC: Looking for Innovative Solutions”, *AJIL Unbound*, 2018, Vol. 112, pp. 22-26
20. (with Alison See Ying Xiu) “The US Hostage Rescue Operation in Iran – 1980”, in T. Ruys, O. Corten (eds), *The Use of Force in International Law. A Case-based Approach*, Oxford University Press, Oxford, 2018, pp. 306-314
21. “Comparative International Law Within, not Against, International Law: Lessons from the International Law Commission”, in A. Roberts and others (eds), *Comparative International Law*, Oxford UP, 2018, pp. 161-179
22. « Le système de règlement des différends de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer », in M. Forteau, J.-M. Thouvenin (dir.), *Traité de droit international de la mer*, Pedone, Paris, 2017, pp. 989-1019
23. “Non-Compliance with the Decisions of International Courts and Tribunals”, in *Symposium on the Law of the Sea*, Tokyo, 2-3 février 2017
24. « Organisation mondiale du tourisme : la croisière s’amuse » et « SFDI : ASIL du pauvre », in H. Ascensio, P. Bodeau-Livinec, M. Forteau, F. Latty, J.-M. Sorel, M. Udéba-Saillard (dir.), *Dictionnaire des idées reçues en droit international (en clin d’œil amical à Alain Pellet)*, Pedone, Paris, 2017, pp. 421-425 et pp. 529-533
25. « La responsabilité des pouvoirs publics étatiques en droit international : les vertus de l’approche comparée », in D. Renders (coord.), *La responsabilité des pouvoirs publics. XXIIèmes journées d’études juridiques Jean Dabin*, Bruylant, Bruxelles, 2016, pp. 481-530
26. « Etre ou ne pas être un Etat : le rôle du juge interne dans l’identification de la qualité étatique d’entités étrangères », *AFDI* 2016, pp. 25-49
27. « A New ‘Baxter Paradox’? Does the Work of the ILC on Matters Already Governed by Multilateral Treaties Necessarily Constitute a Dead End ? », *Harvard Human Rights Journal*, 2016 (harvardhrj.com/wp-content/uploads/2016/06/Forteau.pdf)
28. « Changer de regard : tout ne serait-il pas affaire de droit applicable, plutôt que d’ordres juridiques ? », in B. Bonnet (dir.), *Traité des rapports entre ordres juridiques*, LGDJ, 2016, pp. 633-649
29. « Regulating the Competition between International Courts and Tribunals: the Role of *Ratione Materiae* Jurisdiction under Part XV of UNCLOS », *The Law and Practice of International Courts and Tribunals*, 2016, pp. 190-206
30. « Les Nations Unies et l’abolition universelle de la peine de mort : actions et défis », in S. Touzé (dir.), *L’abolition universelle de la peine de mort*, Pedone, Paris, 2016, pp. 11-27
31. « Les décisions juridictionnelles comme précédent », in SFDI, *Le précédent en droit international*, Pedone, Paris, 2016, pp. 87-112
32. « The State », in *Oxford Bibliographies in International Law* (publication en ligne, [<http://www.oxfordbibliographies.com>]) (2016)
33. Note de lecture de l’ouvrage de Paul von Mühlendahl, *L’équidistance dans la délimitation des frontières maritimes. Etude de la jurisprudence internationale*, in *RGDIP*, 2016, pp. 480-481
34. “The Role of the International Rules of Interpretation for the Determination of Direct Effect of International Agreements”, in H. Aust and G. Nolte (eds.), *The Interpretation of International Law by Domestic Courts*, Oxford UP, Oxford, 2016, pp. 96-112
35. « Régionalisme et unité du droit international », in *Select Proceedings of European Society of International Law*, vol. 4, Hart Publishing, 2016, pp. 87-92
36. “Comparative International Law Within, not Against, International Law: Lessons from the International Law Commission”, in *Symposium on Exploring Comparative International Law*, *AJIL*, 2015, pp. 498-513
37. « A propos de ‘La bonne foi et la conclusion des traités’ de Jean-Pierre Cot (1968-I) », in « 50 voix pour fêter les 50 ans de la Revue belge de droit international : Regards d’aujourd’hui sur des articles d’hier », *RBDI*, 2015, pp. 238-248

38. « Third-Party Intervention before Annex VII Arbitral Tribunals », in *The Rule of Law in the Seas in Asia. Navigational Chart for Peace and Stability*, Symposium, Tokyo, 12-13 février 2015
39. « Rescuing Nationals Abroad » in M. Weller (ed.), *The Oxford Handbook of the Use of Force in International Law*, Oxford University Press, 2015, Chapter 44, pp. 947-961
40. « Nationalité des investisseurs personnes physiques et nationalité des investisseurs personnes morales, actionnaires (minoritaires) » in Ch. Leben (dir.), *Droit international des investissements et de l'arbitrage transnational*, Pedone, Paris, 2015, pp. 161-199
41. “The Secretary-General of the United Nations and the Advisory Opinion”, in M. Milanovic and Sir. M. Wood (eds.), *The Law and Politics of the Kosovo Advisory Opinion*, Oxford University Press, 2015, pp. 167-186
42. Préface de l’ouvrage de Ph. Kalfayan, *La France et l’imprescriptibilité des crimes internationaux*, Pedone, Paris, 2015, pp. 9-11
43. Note de lecture de l’ouvrage de C. McLachlan, *Foreign Relations Law*, Cambridge UP, 2014, in *RGDIP*, 2015, pp. 314-317
44. Commentaire des arrêts *Fraisse* (Cour de cassation, 2000) et *Gardedieu* (Conseil d’Etat, 2007) in A. Miron, A. Pellet (dir.), *Les grandes décisions de la jurisprudence française de droit international public*, Dalloz, 2015, pp. 330-340 et pp. 454-467
45. Note de lecture de l’ouvrage de D. Alland, *Manuel de droit international public*, PUF, Paris, 2014, in *RGDIP* 2014, pp. 1013-1014
46. « Le droit international privé, reflet des limites (mais aussi de la nature) du droit international public », in *Les limites du droit international. Essais en l’honneur de Joe Verhoeven. The Limits of International Law. Essays in Honour of Joe Verhoeven*, Bruylant, 2014, pp. 55-68
47. « Quelles conséquences pour les réserves non valides ? », in SFDI, *Actualités des réserves aux traités*, Pedone, Paris, 2014, pp. 87-98
48. (avec C. Laly-Chevalier), « Les problèmes d’articulation des procédures d’asile, d’extradition et d’entraide judiciaire pénale », in V. Chetail, C. Laly-Chevalier (dir.), *Asile et extradition. Théorie et pratique de l’exclusion du statut de réfugié*, Bruylant, Bruxelles, 2014, pp. 145-203
49. « Le Conseil de sécurité des Nations Unies est-il soustrait à l’emprise du principe de non-intervention ? », *Droits. Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, n° 57, 2014, dossier spécial, « Après la Libye – avant la Syrie ? L’ingérence », pp. 119-140
50. « La France et la réforme du système des Nations Unies », in G. Cahin, F. Poirat et S. Szurek (dir.), *La France et les organisations internationales*, Pedone, Paris, 2014, pp. 231-260
51. « The Diversity of Applicable Law before International Tribunals as a Source of *Forum Shopping* and Fragmentation of Public International Law: An Assessment », in R. Wolfrum and I. Gätzmansmann (eds), *International Dispute Settlement: Room for Innovations*, Springer, Heidelberg, 2013, pp. 417-441
52. « La responsabilité des organisations internationales : régime général de responsabilité ou *lex specialis* ? », in *RBDI*, 2013/1, Dossier consacré à « La responsabilité des organisations internationales », pp. 147-160
53. « Organisations internationales et sources du droit », in E. Lagrange et J.-M. Sorel (dir.), *Droit des organisations internationales*, LGDJ, Paris, 2013, pp. 257-285
54. Préface de l’ouvrage de M. Cuq, *L’eau en droit international. Convergences et divergences dans les approches juridiques*, Larcier, Bruxelles, 2013, pp. 9-11
55. (avec M. Audit) « Investment Arbitration without BIT: Toward a Foreign Investment Customary Based Arbitration ? », *Journal of International Arbitration*, 2012, pp. 581-604
56. « La place des conventions internationales dans l’ordre juridique de l’Union européenne », in M. Benlolo-Carabot, U. Candas, E. Cujo (dir.), *Union européenne et droit international. En l’honneur de Patrick Daillier*, Pedone, Paris, 2012, pp. 587-609
57. « La Palestine comme « Etat » au regard du Statut de la Cour pénale internationale », *Revue belge de droit international*, 2012/1, pp. 41-64
58. « Le droit administratif global, signe d’une évolution des techniques du droit international ? », in Cl. Bories (éd.), *Un droit administratif global ? / A Global Administrative Law ?*, Pedone, Paris,

- 2012, pp. 169-183
59. Avant-propos du livre de T. Barsac, *La Cour africaine de Justice et des droits de l'homme*, Pedone, Paris, 2012, 135 p.
 60. (avec E. Cujo) « Les réactions des organes politiques internationaux » in H. Ascensio, E. Decaux et A. Pellet (dir.), *Droit international pénal*, Pedone, Paris, 2^{ème} édition, 2012, pp. 755-772
 61. « Les sources du droit international face au formalisme juridique », *L'Observateur des Nations Unies*, vol. 30, 2011-1, p. 61-71
 62. « Les instruments de droit international public pour remédier à l'insolvabilité des Etats », in M. Audit (dir.), *Insolvabilité des Etats et dettes souveraines*, LGDJ, Paris, 2011, pp. 203-226
 63. « L'influence du choix de la juridiction sur le droit applicable aux relations internationales. Le regard de l'internationaliste publiciste », in J.-S. Bergé, M. Forteau, M.-L. Niboyet et J.-M. Thouvenin (coord.), M. Forteau (directeur scientifique), *La fragmentation du droit applicable aux relations internationales. Regards croisés d'internationalistes privatistes et publicistes*, Pedone, Paris, 2011, pp. 143-163
 64. « Les techniques interprétatives de la norme internationale de la Cour internationale de Justice », *RGDIP*, 2011/2, pp. 399-416 (communication orale diffusée sur le site <http://uptv.univ-poitiers.fr/web/canal/61/theme/29/manif/270/video/2342/index.html>)
 65. « L'ordre public "transnational" ou "réellement international". L'ordre public international face à l'enchevêtrement croissant du droit international privé et du droit international public », *Journal du droit international (Clunet)*, 2011/1, pp. 3-49
 66. « Faut-il un conseil de sécurité économique sur le modèle onusien ? », in R. Chemain (dir.), *La refondation du système monétaire et financier international. Evolutions réglementaires et institutionnelles*, Pedone, Paris, 2011, pp. 299-315
 67. « Le rôle de la Cour internationale de Justice dans la résolution des conflits entre peuples : de la justice à la réconciliation », in S. Dauchy et M. Vec (dir.), *Les conflits entre peuples. De la résolution libre à la résolution imposée*, Studien zur Geschichte des Völkerrechts 24, Nomos, Baden-Baden, 2011, pp. 173-191
 68. « Le statut des territoires sur lesquels se trouvent les Murs », in J.-M. Sorel (dir.), *Les Murs et le droit international*, Pedone, Paris, 2010, pp. 91-115
 69. « La contribution de l'Union européenne au développement du droit international général », in « Chronique. Les interactions du droit international et européen », *Journal du droit international*, 2010/3, pp. 887-990
 70. « La Cour internationale de Justice et les systèmes régionaux. Plaidoyer pour le pluralisme désordonné », in E. Dubout et S. Touzé (dir.), *Les droits fondamentaux : charnières entre ordres et systèmes juridiques*, Pedone, Paris, 2010, pp. 39-64
 71. « Délimitation à la rive, au thalweg, au milieu du chenal », in B. Aurescu et A. Pellet (dir.), *Actualité du droit des fleuves internationaux*, Pedone, Paris, 2010, pp. 29-39
 72. « Reparation in the event of a Circumstance precluding Wrongfulness » (Chapter 57) et « Space Law and the International Law of Responsibility » (Chapter 59) in J. Crawford, A. Pellet and S. Olleson (ed.), *The Law of International Responsibility*, Oxford University Press, Oxford, 2010, pp. 887-893 et pp. 903-914
 73. « La contribution au développement du droit international général de la jurisprudence arbitrale relative aux investissements étrangers. *The Foreign Investment Case Law's Contribution to the Development of General International Law* », *Brazilian Yearbook of International Law*, vol. IV, 2009/1, pp. 11-39 (accès en ligne : [cliquer ici](#))
 74. « Le juge CIRDI envisagé du point de vue de son office : juge interne, juge international, ou l'un et l'autre à la fois ? », in Liber amicorum Jean-Pierre Cot. *Le procès international*, Bruylant, Bruxelles, 2009, pp. 95-129
 75. « La CJCE et la Cour européenne des droits de l'homme face à la question de l'articulation du droit européen et du droit des Nations Unies : quelques remarques iconoclastes », *Revue du marché commun et de l'Union européenne*, n° 529, juin 2009, pp. 397-402
 76. « Existe-t-il une définition et une conception univoques de l'Etat de droit dans la pratique des organisations régionales ou politiques ? » in SFDI, *L'Etat de droit en droit international*,

- Pedone, Paris, 2009, pp. 263-286
77. « Le droit applicable en matière de droits de l'homme aux administrations territoriales gérées par des organisations internationales », in SFDI et Institut international des droits de l'homme, *La soumission des organisations internationales aux normes internationales relatives aux droits de l'homme*, Pedone, Paris, 2009, pp. 7-34
 78. « Regional International Law » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008 (accès en ligne : [cliquer ici](#)) (26 000 caractères)
 79. « International Organisations or Institutions, Regional Groups » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008 (accès en ligne : [cliquer ici](#)) (39 000 caractères)
 80. « Regional Cooperation » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008 (accès en ligne : [cliquer ici](#)) (42 000 caractères)
 81. « United Nations, Regional Commissions » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008 (accès en ligne : [cliquer ici](#)) (48 000 caractères)
 82. « Retour sur un "classique" : les décisions de la Cour suprême des Etats-Unis dans les affaires *Johnson v. M'Intosh* (1823), *Cherokee Nation v. Georgia* (1831) et *Worcester v. Georgia* (1832) », *Revue générale de droit international public*, 2008/2, pp. 453-458
 83. « L'idée d'une culture internationale du droit international et les Nations Unies », Journées d'études franco-allemandes, *Droit international et diversité des cultures juridiques*, Pedone, Paris, 2008, pp. 357-386
 84. « A la recherche du droit applicable aux actes extraterritoriaux d'exécution : l'affaire *R. c. Hape* devant la Cour suprême du Canada (7 juin 2007) », *Annuaire français de droit international*, 2007, pp. 65-104
 85. « L'Etat selon le droit international : une figure à géométrie variable ? », *Revue générale de droit international public*, 2007/4, pp. 737-770
 86. « La saisine des juridictions interétatiques à vocation universelle (Cour internationale de Justice et Tribunal international du droit de la mer) », in H. Ruiz Fabri et J.-M. Sorel (dir.), *La saisine des juridictions internationales*, Coll. Contentieux international, Pedone, Paris, 2006, pp. 9-87
 87. « Le dépassement de l'effet relatif de la Charte », in R. Chemain et A. Pellet (dir.), *La Charte des Nations Unies, Constitution mondiale ?*, Cedin Paris X, Cahiers internationaux n° 20, Pedone, Paris, 2006, pp. 121-159
 88. « La levée et la suspension des sanctions internationales », *Annuaire français de droit international*, 2005, pp. 57-84 (accès en ligne : [cliquer ici](#))
 89. « Le droit international dans la Charte des Nations Unies », in J.-P. Cot, A. Pellet (dir.), M. Forteau (secr. de la réd.), *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, 3^{ème} édition, Economica, Paris, 2005, volume 1, pp. 111-140
 90. Mise à jour du commentaire des articles 5 et 6 de la Charte, in *ibid.*, volume 1, pp. 535-571
 91. Book Review, C.F. Amerasinghe, *Jurisdiction of International Tribunals*, 2003, in *The Law and Practice of International Courts and Tribunals. A Practitioners' Journal*, 2004/1, pp. 155-157
 92. « Les conventions bilatérales de promotion et de protection des investissements conclues par la France », in P. Daillier, G. de La Pradelle et H. Ghérari (dir.), *Droit de l'économie internationale*, Pedone, Paris, 2004, pp. 755-763
 93. « Les renvois inter-conventionnels », *Annuaire français de droit international*, 2003, pp. 71-104 (accès en ligne : [cliquer ici](#))
 94. « La situation juridique des contingents militaires français chargés d'assurer le maintien de l'ordre public sur le territoire d'un Etat étranger », *Revue générale de droit international public*, 2003/3, pp. 635-676
 95. (avec E. Cujo) « Les réactions des organes politiques » in H. Ascensio, E. Decaux et A. Pellet (dir.), *Droit international pénal*, Pedone, Paris, 2000, 1^{ère} éd., pp. 663-680
 96. « La formule « pétrole contre nourriture » mise en place par les Nations Unies en Irak : beaucoup de bruit pour rien ? », *Annuaire français de droit international*, 1997, pp. 132-150 (accès en ligne : [cliquer ici](#))

PROJET/CONTRATS DE RECHERCHE

- 2015- Coordinateur, avec A. Beaudouin (Université de Nice), d'un projet de recherche sur le thème *Les villes et le droit international* (colloques en juin 2016 et en juin 2017 et mise en place d'un site Internet servant de plateforme de recherche : v. <https://vdicil.org/>)
- 2013-2015 Membre du groupe de travail du Centre de droit international de Nanterre ayant élaboré le projet de *Centre international pour la sauvegarde financière des Etats* (version française du projet publiée in *Journal du droit international*, 2015/3, pp. 1057-1075 ; et version anglaise publiée in *ICSID Review*, 2016, pp. 1-31)
- 2015 Membre du comité organisateur de la conférence internationale organisée à Genève les 3-4 mars 2015 sur le thème *Mass Crimes and Reparations: Focus on reparations for the mass crimes against Armenian Ottoman citizens (1915-1923)*
- 2011-2013 Participation au contrat de recherche à l'attention de la Mission de recherche « Droit et Justice » (Faculté de droit de Lille/Université de Genève), **l'articulation entre le régime de l'extradition et celui de l'exclusion du bénéfice du statut de réfugié**
- 2000-2002 Participation au contrat de recherche **Ministère français de la Défense/POJUREX** (Association pour l'étude des politiques juridiques extérieures) : co-rédaction (avec Muriel Ubéda) d'un rapport (223 p., et 200 p. d'annexes) remis le 7 mai 2002 sur le thème du *Cadre juridique des actions de sécurité publique menées lors d'opérations de soutien de la paix conduites par des Etats européens* (2001-2002)

COMMUNICATIONS/CONFERENCES

1. « General Principles of Law before the ILC: 'General Principles of Law Formed within the International Legal System' as a New Category of General Principles of Law? », Public International Law Webinar Series 2022 co-organised by David Grief International Consultancy, Duxton Hill Chambers, Fietta LLP, Rajah & Tann, and the Sydney Centre for International Law, Panel (online) on "The Public International Law Year in Review", 16 novembre 2022
2. « Keynote speech : Theory and Practice of Non-Legally Binding International Instruments », table ronde organisée dans le cadre de la Semaine du droit international aux Nations Unies à New York par les missions permanentes du Brésil, du Mozambique et de la Suisse, 26 octobre 2022, 13h15-14h45 (New York/hybride)
3. Dialogue interactif avec les membres du COJUR (conseillers juridiques des Etats membres de l'Union européenne) sur le sujet de l'élévation du niveau des mers et le droit international (français/anglais), Conseil de l'UE, Bruxelles, 9 juin 2022, 14h30-16h
4. Modération de la seconde demi-journée de la *Quatrième Journée Patrick Daillier, L'Union européenne : sujet et acteur singulier du droit international*, 24 mars 2022
5. Propos introductifs du cycle de webinaires « The Relationship(s) Between Indigenous Rights and International Investment Dispute Settlement / Les droits des peuples autochtones et le contentieux international en matière d'investissement : quelles relations ? », 17 janvier 2022 (Universités de Lille, de Nanterre et du Québec ; Yasmina Azi et Elena Belova dir.)
6. « Faire vivre la francophonie juridique : le rôle des Nations Unies », Dialogue interactif (en ligne) organisé par la Mission permanente de la France auprès des Nations Unies à New York, 6 octobre 2021, 14h30-15h30 (8h30-9h30 heure de New York) (<https://www.youtube.com/watch?v=o2F6U7fDYUQ>)
7. « Arbitrage et théorie du droit », conférence organisée par le Club de l'arbitrage (en ligne), 17 septembre 2021, 14h30-16h30
8. « La procédure des cours et tribunaux internationaux. Discussion autour de la résolution 1/2020

- adoptée le 13 décembre 2020 par la 79^{ème} conférence biennale de l'ILA, intervention comme commentateur du rapport présenté par R. Ruiz Fabri (en ligne, 20 janvier 2021, 18h-20h)
9. Conférence prononcée à l'invitation du Bureau des doctorants du Centre de droit international de Nanterre (en ligne), mardi 19 janvier 2021, 10h à 12h, « Droit comparé et sources du droit international : quelles relations ? »
 10. « ESIL Book Prize Event. Discussion of Daniel Peat's *Comparative Reasoning in International Courts and Tribunals* », panel virtuel organisé par l'ESIL, 2 octobre 2020, 13h-14h
 11. « L'affaire du crabe des neiges », communication à la deuxième journée Patrick Daillier, *Actualités des relations entre l'Union européenne et le droit international*, Université Paris Nanterre, 28 janvier 2020
 12. « Le droit applicable devant les juridictions internationales », cours à la session d'hiver de l'Académie de droit international de La Haye, 20-24 janvier 2020
 13. Participation comme expert à la "Roundtable on The Prior Consent by States to the Jurisdiction of International Tribunals in Inter-State Disputes" co-organisée par la Blavatnik School of Government (University of Oxford), Oxford, Royaume-Uni, 25 mars 2019
 14. « Conclusions » (en anglais) de la conférence organisée à Bruxelles par l'ULB et l'Université Saint-Louis « Towards an International Investment Court ? », le 20 février 2019, 15h-18h
 15. « L'Union européenne et les négociations BBNJ (*Biodiversity Beyond National Jurisdiction*) », communication lors de la Journée d'étude du 20 décembre 2018 en mémoire au professeur Patrick Daillier (Université Paris Nanterre), *Le droit international dans l'Union européenne, l'Union européenne dans l'ordre international*
 16. « La CDI et le développement progressif du droit international : quelle nouvelle jeunesse pour la Commission ? », conférence organisée par l'AFNU et le Centre de recherches internationales de Sciences Po, 20 novembre 2018, Paris, 17h-19h
 17. "Codifying International Law of Succession: Main Challenges, Possible Solutions", in conférence organisée par la République tchèque et la Slovaquie sur « Current Issues in the Field of the Succession of States », Nations Unies, New York, 23 mai 2018, 13h15-14h45
 18. Expert Workshop in Ann Arbor, University of Michigan (School of Law), Etats-Unis, 13-14 Novembre 2017, "International Organizations and Customary International Law"
 19. "Selection of the Relevant Forum and Identification of Possible Basis for Jurisdiction", présentation lors du side-event organisé par AALCO aux Nations Unies à New York le 24 octobre 2017 sur le thème *Dialogue with International Law Practitioners*
 20. « A New 'Baxter Paradox'? Does the Work of the ILC on Matters Already Governed by Multilateral Treaties Necessarily Constitute a Dead End ? », communication présentée lors de la conférence organisée le 10 mars 2016 par la *Harvard Law School* sur le projet d'articles de la CDI sur l'expulsion des étrangers (Harvard, Etats-Unis)
 21. « The Practical Challenges of Mass Crimes Reparations », intervention orale lors de la conférence organisée le 3 mars 2016 à l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève sur le sujet *Reparations of Past Mass Crimes*
 22. « Multilateralism and the Formation of International Law », conférence-débat animée par Mathias Forteau, Mission permanente de la France auprès des Nations Unies, New York, 6 novembre 2015, 8h30-10h.
 23. « The Time Element in the Identification of Customary International Law », in conférence organisée par Chypre et le Pérou sur l'identification du droit international coutumier, Nations Unies, New York, 5 novembre 2015, 13h15-14h45
 24. « Exchange of Views with Members of the ILC on the Identification of Customary International Law », conférence organisée par l'AALCO, Nations Unies, New York, 4 novembre 2015, 13h15-14h45
 25. « Egalité souveraine des Etats, non intervention dans les affaires intérieures des Etats et droit des

peuples à disposer d'eux-mêmes : des principes toujours respectés ? », communication au Forum de l'Association française des Nations Unies, Paris, 23 octobre 2015, *Soixante-dix ans après : où vont les Nations Unies ?*

26. Conférence sur le thème “Comparative Foreign Relations Law,” organisée par la *Duke University Law School* à l'Université de Genève, 10-11 juillet 2015
27. Participation aux conférences mensuelles organisées par le *European Affairs Committee* de la *New York City Bar Association* (New York, 2014)
28. « Les relations entre le droit d'asile et le droit de l'extradition » (avec C. Laly-Chevalier), conférence à l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA), Paris, 19 novembre 2014
29. « Personal Data Privacy in the United States and in the European Union », communication dans le cadre de l'International Law Week (Fordham University, New York, co-organisé par The American Branch of the International Law Association, The Association of the Bar of the City of New York et plusieurs Law School), New York, 24 octobre 2014
30. « Actions et défis des Nations Unies dans l'abolition de la peine de mort », intervention dans le cadre de la Conférence internationale sur l'abolition universelle de la peine de mort organisée par l'Institut international des droits de l'homme et la représentation permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe (conférence organisée à la Cour interaméricaine des droits de l'homme, à San José, Costa Rica, 9-11 octobre 2014)
31. “Immunities of States and State Officials as considered by the ILC and International Courts and Tribunals: A Comparative Assessment”, in Seminar organized by *The Law and Practice of International Courts and Tribunals* and the University of Geneva, Sponsored by Brill, Geneva, 18 juillet 2014
32. Participation comme expert (membre de la CDI) à la conférence “Fulfilling the Dictates of Public Conscience: Moving Forward with a Convention on Crimes Against Humanity”, Genève, Villa Moynier (Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Right), 16-17 mai 2014
33. “Admissibility v. Jurisdiction in International Arbitration” (Commentator), Arbitration Forum of the Center for Transnational Litigation, Arbitration and Commercial Law, New York University, 24 mars 2014
34. « Recent Trends in International Jurisprudence on Territorial Disputes », communication à la conférence du Korean National Diplomatic Academy's Center for International Law, *World Peace, Prosperity and Justice Through International Law: in Pursuit of Korea's Role as a Middle Power*, 5 décembre 2013, Séoul (Corée)
35. « L'ordre public sous le prisme comparé du droit international public, du droit international privé et du droit européen », Université Jean Moulin (Lyon), 29 janvier 2013
36. « La doctrine européenne en question », Débats du CEJEC (Université Paris Ouest, Nanterre La Défense) autour d'un auteur et sur une lecture de sa doctrine du droit européen, 20 mai 2011 : débat avec E. Neframi (Université Paris XIII) sur le thème : « La Cour de justice et l'affirmation de l'Union européenne sur la scène internationale »
37. « Le cadre juridique des conflits contemporains », conférence prononcée le 25 janvier 2011 au Collège interarmées de défense (ex-Ecole de Guerre) (Paris) (1h30)
38. Conférence « Regards croisés » dans le cadre du cycle de conférences organisée par l'Association des étudiants de droit international (Université Paris I-Panthéon Sorbonne), 15 juin 2009 (2 h)
39. « Le *jus ad bellum* », conférence prononcée le 3 juin 2009 au Collège interarmées de défense (ex-Ecole de Guerre) (Paris) (1h30)
40. « Le droit international face à la sécession », table ronde organisée par l'Université libre de Bruxelles le vendredi 8 mai 2009 au Palais de Justice de Bruxelles, dans le cadre du concours Rousseau (sous la présidence d'E. David et aux côtés d'O. Corten et de D. Turp)

41. Modérateur de l'agora consacrée au « Règlement des différends internationaux/International Dispute Resolution » dans le cadre de la Conférence biennale de la Société européenne de droit international / Biennial Conference of the European Society of International Law, *A quoi sert le droit international ? / International Law : Do We Need It ?*, Paris, 20 mai 2006
42. « De l'utilité et de la relativité des classifications juridiques. L'exemple de la distinction entre le droit du maintien de l'ordre public et le droit de la responsabilité », intervention prononcée le 11 juin 2003 au séminaire de clôture des activités de l'Ecole doctorale de l'université Paris X-Nanterre

DIRECTION DE THESES DE DOCTORAT

Thèses soutenues

1. Florence DUCROQUETZ, *L'Union européenne et le maintien de la paix*, thèse en co-direction avec C. Laly (soutenance le 30 novembre 2010 à l'Université de Lille – mention très honorable)
2. Younès ZAKKARI, *Le Maroc et le droit international des investissements* (soutenance le 11 février 2011 à l'Université Paris Ouest – mention très honorable)
3. Michèle METANGMO, *Le crime d'agression : recherche sur les relations du droit international pénal avec le droit du maintien de la paix*, thèse en co-direction avec C. Laly (soutenance le 30 janvier 2012 à l'Université de Lille – mention très honorable)
4. M. BABOU CISSE, *L'externalisation des activités militaires et sécuritaires. A la recherche d'une réglementation juridique appropriée* (soutenance le 12 février 2014 à l'Université de Lille – mention très honorable)
5. Romain LE BŒUF, *Les traités de paix* (soutenance le 31 mai 2014 à l'Université Paris Ouest – mention très honorable avec les félicitations)
6. Jean-Claude ZAMBO MVENG, *La protection des travailleurs migrants au Cameroun et en France*, thèse en co-tutelle avec l'université de Yaoundé (soutenance le 5 septembre 2014 – mention très honorable)
7. Marie CUQ, *L'alimentation en droit international* (soutenance le 1^{er} décembre 2016)
8. Marina PANTOJA, *Taux de change et commerce. Etude de droit international* (soutenance le 16 décembre 2019)
9. Lina Marcela REYES SARMIENTO, *El principio de proporcionalidad en el derecho internacional economico*, co-direction avec l'Université de Barcelone (Mme Franch) (soutenance le 15 février 2021, mention « Excellente »)
10. Moïse JEAN, *L'état de droit international* (soutenance le 25 avril 2022)

Thèses en cours

1. Elena BELOVA, *Pouvoir de régulation économique et contentieux international des droits de l'homme* (inscription en octobre 2017 à l'Université de Lille ; thèse en co-direction avec Elsa Bernard, professeure à Lille)
2. Juliette BOULOY, *La lutte contre le trafic de migrants en droit international* (inscription en octobre 2016)
3. Ambroise FAHRNER, *Libre circulation et contrôle des capitaux en droit international* (en co-tutelle avec Georg Nolte, Berlin) (inscription en 2016)
4. Jessica JOLY, *Consentement et responsabilité internationale de l'Etat* (inscription en 2020 – contrat doctoral)
5. Ndjé George LANDRY, *Droits et titres historiques dans le règlement des différends maritimes*

(inscription en 2019)

6. Maria NOGALES, *State Practice and International Water Law* (inscription en septembre 2019)
7. Alexandra ROUX, *Les nouvelles formes de conflit armé* (inscription en décembre 2017)
8. Rima Al SADI, *La prévention des crimes contre l'humanité* (inscription en décembre 2015)
9. Mathilde VIGNE, *Le dommage environnemental en droit international* (inscription en septembre 2019)
10. Laura KHENNOUF, *Les conflits de valeurs en droit international public* (inscription en septembre 2021 – contrat doctoral)
11. Seyon KANAGOSOORIAR, *L'éthique en droit international* (inscription en novembre 2021)
12. Anthony VISINI, *Les manifestations non formalisées de volonté en droit international public* (inscription en novembre 2022)